



Déclaration liminaire de la FSU du CSA-SD du 3 septembre 2024

Nous vivons une situation politique inédite !

A mesure que, depuis 2017, la première personnalité politique du pays voit son assise électorale se dissoudre, elle comble ce manque par des pratiques de plus en plus autoritaires. Nous sommes aujourd'hui encore dans l'attente, depuis deux mois, de la constitution d'un nouveau gouvernement.

Il va être bien complexe pour nos collègues d'EMC d'expliquer à leurs élèves les enjeux des élections dans le fonctionnement démocratique du pays. Les futurs délégué·e·s des classes ne recueillant pas la majorité absolue seront-ils et elles remplacé·e·s par d'autres choisi·e·s arbitrairement car jugé·e·s plus à même de garantir la stabilité de l'institution scolaire ?

Le président procrastine volontairement pour empêcher l'arrivée au pouvoir d'une coalition qui viendrait détricoter ses politiques publiques exclusivement tournées vers l'offre et les riches premiers de cordée.

Il préférerait au final un gouvernement centriste qui ne serait contrôlé que par l'extrême droite, plutôt qu'un gouvernement de gauche surveillé par les centristes, comme l'a expliqué le chercheur Samuel Hayat.

Parce que le RN est moins opposé que la gauche au cœur néolibéral de sa politique. Parce qu'en matière éducative, une bonne part du programme du RN a déjà été tenté ou mise en œuvre sous sa présidence. Alors pour maintenir ce cap néolibéral, le président est prêt à tout : même à utiliser sa fonction de garant de la stabilité institutionnelle pour échapper à sa responsabilité politique.

Pour notre école, la réforme du choc des savoirs est de fait le choc d'un pouvoir qui impose ses réformes, sans aucune concertation avec les professionnels, les familles

ou encore les organisations syndicales. C'est une réforme largement rejetée, critiquée par la recherche qui va à l'encontre de nos valeurs. C'est une réforme de l'injustice qui se fait, comme toujours, au détriment de l'école publique car les écoles privées sous contrat ne l'appliquent pas. Dans le 2nd degré, sa mise en œuvre très inégale d'un collège à l'autre s'annonce déjà comme une immense usine à gaz aux objectifs incertains mais aux effets délétères bien réels pour les élèves et les enseignant·es.

On reste dans le verticalisme autoritaire, mais sélectif, qui divise, génère perte de sens, mal-être et souffrance professionnelle à tous les niveaux du ministère. Une des conséquences visibles de cette politique c'est le manque d'attractivité profond du métier. Comment se projeter dans un métier où votre ministère veut vous réduire à un rôle d'exécutant, vous dicter une méthode labellisée, vous imposer des réformes sans que vous ayez mot à dire, vous former sur votre temps personnel, ne pas reconnaître votre temps de travail, vous rémunérer au rabais ou à la carotte bien en deçà de la moyenne des pays européens ? A cette rentrée, l'école reste sous le choc d'un pouvoir déconnecté des réalités et de ses besoins urgents.

Comme toujours, le système tient seulement grâce aux personnels qui portent au quotidien, dans les classes, le service public d'éducation. Ce sont elles et eux qui pallient le manque de remplacement, la raréfaction des RASED, le manque de moyens pour l'école inclusive, l'appauvrissement de la formation continue. Les conditions d'exercice du métier d'enseignant·e se dégradent et la politique gouvernementale en est directement responsable. Au-delà des réformes verticales, le n'importe quoi budgétaire du gouvernement, particulièrement dans l'Education nationale, est un indicateur symbolique du recul des services publics planifié par le clan au pouvoir.

Les baisses d'impôts cumulées de quelques-uns se traduisent par un recul d'accès aux services publics pour tous les autres. En clair, pour continuer de brosser dans le sens du poil le petit monde privé de l'entreprise à travers la manne publique, on continue de taper sur les services publics qu'on accuse de coûter trop cher. On nous ressort le spectre de l'austérité bienveillante pour sauver le système sans jamais dire qu'on en organise sciemment l'agonie.

On en est déjà à plus de 60 milliards jetés par les fenêtres depuis 2018, soit l'équivalent d'un an de budget pour l'Éducation nationale. Même au sein du gouvernement démissionnaire ce jusqu'au boutisme fait grincer des dents. La ministre démissionnaire, mais toujours en poste, a même déclaré que "les plafonds nous contraignent à une particulière rigueur" et que " le budget ne répond pas à l'ensemble de nos besoins". C'est pourquoi il faudrait selon elle, "a minima sanctuariser le budget de l'Éducation nationale". Et peut-être commencer par arrêter le Pacte, arrêter de rendre chaque année des centaines de millions non consommés par notre ministère (285 cette année soit 4750 postes), arrêter aussi le 49.3 utilisé pour la 21ème fois pour faire passer le budget 2024.

Dans notre département, la réalité palpable de ces choix budgétaires ce sera un solde de 8 fermetures de classes, 7 fermetures de co-enseignement et la disparition de 7 écoles. Le non remplacement continuera d'être massif, des postes RASED seront inoccupés, des contractuels devront être recrutés (si le département en a l'autorisation), les droits des personnels (à temps partiel, à mobilité) reculeront et dans certains secteurs les plus fragiles seront laissés au bord du chemin. Dans le second degré, également, le service public d'éducation est à bout de souffle. Entre les suppressions de postes et la crise du recrutement qui s'approfondit, le manque d'enseignant devient criant. On peut toujours affirmer « qu'aucun élève ne manquera de professeur » en Ardèche, comme nous avons pu le lire dans les pages d'un journal local, cela ne changera rien à la réalité : de nombreuses heures d'enseignement ne seront pas assurées dès cette rentrée.

La FSU entend briser ce cycle infernal pour le système éducatif. Par ses mobilisations, elle continuera de mettre l'école au cœur du débat public. Dès le 10 septembre, elle appelle la profession à se mettre en grève contre les conditions de rentrée, contre le choc des savoirs et pour une école au service de la réussite de toutes et tous.

Les résultats des élections législatives sont sans appel : la population aspire à un changement profond, particulièrement dans le domaine de l'éducation. Il est temps de tourner la page et d'écrire un nouveau chapitre, celui de l'école de la réussite de toutes et tous !